



MARCHÉS DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION

Accord-cadre relatif à la supervision et l'exploitation de la plateforme informatique nationale de l'Office national des forêts, ainsi que l'assistance utilisateurs

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Phase « candidature »

APPEL D'OFFRES RESTREINT EUROPEEN

Passé en application des articles L.2124-2 alinéa 2, R.2161-6 à R.2161-11 et R2142-15 à R2142-18 du Code de la commande publique

Consultation n° 2025-9270-012

Objet : L'accord-cadre a pour objet la supervision et l'exploitation de la plateforme informatique nationale du support Niveau 1 de l'Office national des forêts, ainsi que l'assistance utilisateurs.

Pouvoir adjudicateur : Office national des forêts
2 bis Avenue du Général-Leclerc
94700 Maisons Alfort

Personne signataire du marché :

La personne signataire du marché est la Directrice générale de l'Office National des Forêts.

Date limite de réception des candidatures : Lundi 18 août 2025 à 12h00

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION ET DUREE DU MARCHÉ	1
1.1 OBJET DE LA CONSULTATION.....	1
1.1.1 Contexte.....	1
1.2 ELEMENTS RELATIFS AU POUVOIR ADJUDICATEUR	1
1.2.1 Personne signataire du marché.....	1
1.2.2 Personne habilitée à donner les renseignements relatif aux marchés publics (nantissements ou cessions de créances)	1
1.2.3 Personne auprès duquel des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus et en charge de l'exécution et du suivi du marché.....	2
1.2.4 Comptable assignataire des paiements.....	2
1.3 PROCEDURE DE PASSATION.....	2
1.4 FORME DE L'ACCORD-CADRE	2
1.5 DUREE DU MARCHÉ – DELAIS D'EXECUTION	2
ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION	3
2.1 FORME JURIDIQUE DU GROUPEMENT ET SOUS-TRAITANCE.....	3
2.2 ALLOTISSEMENT.....	4
2.3 VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE).....	4
2.4 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	4
2.5 PROPRIETE INTELLECTUELLE DES SOLUTIONS PROPOSEES	4
2.6 DOCUMENTS FOURNIS AUX CANDIDATS.....	4
ARTICLE 3 – RETRAIT DU DOSSIER.....	4
ARTICLE 4 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET CRITERES DE SELECTION	5
4.1 PIECES A PRODUIRE ET MODALITES DE PRESENTATION.....	6
4.2 CRITERES DE SELECTION ET DE JUGEMENT DES CANDIDATURES	6
ARTICLE 5 – DEROULEMENT DE L'APPEL D'OFFRES RESTREINT	7
5.1 MODALITES DE LA PROCEDURE	7
5.2 LANGUE FRANÇAISE	7
5.3 ECHANGES AVEC LES CANDIDATS	7
ARTICLE 6 – CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES CANDIDATURES.....	9
6.1 MODALITES DE PRESENTATION DES DOSSIERS.....	9
6.2 MODALITES DE PRESENTATION DES CANDIDATURES	9
6.3 DATE LIMITE DE RECEPTION DES PLIS.....	9
ARTICLE 7 – VERIFICATION DE LA SITUATION DES CANDIDATS - ATTRIBUTION DU MARCHÉ	9
ANNEXE 1 FICHE DECLARATION SUR L'HONNEUR	11

1.1 Objet de la consultation

L'accord-cadre a pour objet la supervision et l'exploitation de la plateforme informatique nationale du support Niveau 1 de l'Office national des forêts, ainsi que l'assistance utilisateurs.

1.1.1 Contexte

Le recours à la prestation d'infogérance support a pour objectif une qualité de service répondant aux attentes opérationnelles à des coûts unitaires forfaitaires des services informatiques compétitifs et parfaitement maîtrisés.

Les principaux enjeux pour l'ONF de ce marché sont les suivants :

- Améliorer la qualité de service et de traitement pour :
 - Augmenter la valeur des services produits vis-à-vis des clients ;
 - Diminuer le taux de sollicitation des acteurs de l'ONF pour des activités de N2/N3 en favorisant l'autonomie du service rendu par le Titulaire.
- Améliorer les activités d'exploitation autour des infrastructures Linux, middlewares, applicatifs ;
- Améliorer la prise en compte, le traitement et la résolution des demandes et incidents sur les applications ;
- Intégrer le maintien en conditions sécurité comme une activité standard produite par tous les acteurs du titulaire ;
- Optimiser le circuit et les niveaux de traitement des incidents et services produits dans les entités régionales pour permettre aux informaticiens locaux de se focaliser sur les tâches de niveau 2 et 3 de leurs périmètres :
 - Devenir un « point d'entrée unique » naturel des interlocuteurs de l'ONF dans toutes les entités régionales.
- Permettre aux équipes informatiques internes de l'ONF de se concentrer sur les activités à forte valeur ajoutée ;
- Responsabiliser le titulaire sur des activités plus verticales et de bout en bout pour améliorer le ressenti utilisateur ;
- Industrialiser et automatiser l'exploitation de l'environnement pour diminuer le temps passé sur chaque acte technique ;
- Déployer de nouveaux processus :
 - Processus proactifs (ITIL) : disponibilité / capacité / problème / niveaux de services / gestion des demandes ;
 - Processus Support : gestion de la connaissance, gestion des compétences, gestion de la formation, gestion de la sécurité ;
 - Processus amélioration continue : plan de progrès avec effet de gain sur la prestation.
- Responsabiliser le(s) Titulaire(s) :
 - Gestion de l'ensemble des demandes de support informatique des utilisateurs sur toute la chaîne, depuis leur prise en charge jusqu'à leur résolution définitive (engagement de résultat) ;
 - Mise en œuvre d'une démarche de transfert de traitement efficiente qui montre une progression des indicateurs de pilotage de la prestation (taux de traitement en autonomie, qualité du traitement, satisfaction utilisateurs...) ;
 - Proposer des plans de progrès avec retour sur investissement (ROI) ;
 - Favoriser la maîtrise des actes techniques sur le système d'information (moindre recours aux équipes ONF) ;
 - Automatiser les actions unitaires d'exploitation ;
 - Proposer des solutions de self-service pour les demandes simples des utilisateurs.

1.2 Eléments relatifs au pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office national des forêts, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 66204311604119.

1.2.1 Personne signataire du marché

La personne signataire du marché est la Directrice générale de l'ONF au siège de l'établissement.

1.2.2 Personne auprès duquel des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus et en charge de l'exécution et du suivi du marché

La personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre est le Chef du département des solutions métiers et géospatiales :

Eric GUILLOTIN
2 bis avenue du Général Leclerc
94 700 MAISONS-ALFORT
Email : eric.gillotin@onf.fr

1.2.3 Service auprès duquel des renseignements d'ordre juridique ou administratif peuvent être obtenus

La personne habilitée à donner les renseignements est Monsieur le Chef du Département Achats, Patrimoine et Moyens Généraux au sein de la Direction Économique, Financière de l'Office national des forêts à la Direction Générale de l'établissement :

Monsieur Anthony MERCIER
Direction Économique, Financière
Département Achats, Patrimoine et Moyens Généraux
2 bis avenue du Général Leclerc – 94 700 MAISONS-ALFORT
Email : sg-p@onf.fr

1.2.4 Comptable assignataire des paiements Le comptable assignataire des paiements et auprès de qui doivent être faites toutes oppositions et significations est Madame l'Agente Comptable Principale de l'ONF au siège de l'établissement.

1.3 Procédure de passation

La procédure utilisée pour la passation du présent marché est l'appel d'offres restreint européen, en application des articles L.2124-2 alinéa 2, R.2161-6 à R.2161-11 et R2142-15 à R2142-18 du Code de la commande publique

Nomenclature communautaire CPV :

72000000-5 - Services de technologies de l'information, conseil, développement de logiciels, internet et appui

Nombre de candidats invités à participer à l'appels d'offre restreint

L'ONF sélectionnera 5 candidats selon les critères de sélection des candidatures.

Si le nombre des candidatures reçues est insuffisant, l'ONF se laisse la possibilité de poursuivre la procédure ou d'y mettre fin en motivant sa décision et de relancer une nouvelle procédure.

Préalablement à l'établissement de la liste des candidats admis à remettre une offre, le pouvoir adjudicateur procédera à la vérification de la situation des candidats retenus conformément aux dispositions de l'article 10 ci-après.

Lieu d'exécution des prestations : ONF - 2 bis avenue du Général Leclerc – 94 700 MAISONS-ALFORT.

1.4 Forme de l'accord-cadre

Le marché prend la forme d'un accord-cadre exécuté par bons de commande au fur et à mesure des besoins de l'ONF par application des dispositions des articles R.2162-2, R 2162-5 à R 2162-6 et au R.2162-13 à 14 du code de la commande publique.

En application de l'article R.2162-4-3° l'accord-cadre sera passé sans montant minimal mais avec un montant maximal de commandes fixé comme suit :

Années	Lots	Montant minimum de commande	Montant maximum de commande
1 et 2 (24 mois)	Lot 1	sans	2 150 000 € HT
	Lot 2	sans	3 135 000 € HT
	Lot 3	sans	600 000 € HT
3	Lot 1	sans	1 150 000 € HT
	Lot 2	sans	1 600 000 € HT
	Lot 3	sans	300 000 € HT

1.5 Durée du marché –Délais d'exécution

L'accord cadre prend effet à compter de sa date de notification pour une durée de deux ans, renouvelable tacitement 1 fois un (1) an sans que la durée totale du marché ne puisse excéder trois ans.

La décision de ne pas reconduire le présent marché prendra la forme d'une décision, envoyée sur la plateforme Place avec accusé de réception, de la part du représentant du pouvoir adjudicateur et interviendra au plus tard quatre (4) mois avant l'échéance de renouvellement.

ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION

2.1 Forme juridique du groupement et sous-traitance

2.1.1 Forme juridique du groupement

En application de l'article R2142-20 du code de la commande publique :

- Le groupement est conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribués dans le marché public.
- Le groupement est solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché public.

Conformément à l'article R 2142-24, dans les deux formes de groupements mentionnées à l'article *supra*, l'un des opérateurs économiques membres du groupement, désigné dans la candidature et dans l'offre comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur et coordonne les prestations des membres du groupement.

Par ailleurs, le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'ONF.

En cas de candidature groupée, le candidat, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens entre eux.

Dans ce cas, il doit justifier des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporter la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché.

Pour ce faire, le candidat produit les mêmes documents concernant l'opérateur économique que ceux qui lui sont exigés, et produit un engagement écrit de l'opérateur économique. Le mandataire du groupement assurera la coordination de l'ensemble des intervenants.

Le mandataire du groupement sera librement désigné par le groupement.

Conformément à l'article R 2142-23, un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

2.1.2 Sous-traitance

Le Titulaire pourra sous-traiter certaines prestations sous réserve de l'acceptation de l'ONF.

En cas de recours à la sous-traitance, le Titulaire s'engage à faire respecter à ses sous-traitants l'ensemble des clauses du marché. Le Titulaire demeure responsable vis-à-vis de l'ONF des prestations sous-traitées.

2.2 Allotissement

Le marché fait l'objet de 3 lots distincts.

Lots
Lot 1 : Centre d'appels multi-activités
Lot 2 : Supervision, exploitation et administration
Lot 3 : Contrôle qualité

Il est composé de 5 types de prestations :

Prestation	Désignation
Prestation de type 1	Initialisation de la « TMA »
	Prise en charge « TMA » des domaines
Prestation de type 2	La maintenance corrective
	La maintenance évolutive
Prestation de type 3	Mise en œuvre de projets
Prestation de type 4	Travaux ponctuels complémentaires (expertises et formations)
Prestation de type 5	Réversibilité et transférabilité

L'accord-cadre sera attribué à un seul titulaire par lot.

Chaque soumissionnaire pourra remettre une offre sur un ou plusieurs lots.

Pour autant, le soumissionnaire devra indiquer dans son offre un ordre de priorité. En effet, un même soumissionnaire ne pourra se voir attribuer la totalité des lots : il pourra soit être attributaires des lots 1 et/ou 2 soit du lot 3.

L'attributaire du lot 3 sera donc différent de l'attributaire des lots 1 et/ou 2.

Pour ce qui est de la prestation 6 « TMA sur l'outil ITSM Easyvista », l'outil Easyvista est utilisé dans les prestations de support permettant entre autres la gestion des incidents, des demandes, des problèmes, de la qualité de services entre autres avec la présence de catalogue de services et d'incidents. Afin de clarifier les attentes et d'assurer un bon niveau de service et de qualité des prestations dans le cadre du présent marché, la prestation 6 de gestion de l'outil ITSM est ajouté en tant que prestation supplémentaire éventuelle (PSE) :

- Sur le lot 1, en tant que PSE non obligatoire : le soumissionnaire décidera de chiffrer ou non cette PSE. La PSE ne sera pas prise en compte dans le choix de l'attributaire du lot 1. Un soumissionnaire sur le lot 1 peut donc remettre une offre sans chiffrer la PSE.
- Sur le lot 2, la PSE est obligatoirement à chiffrer : toute offre sans le chiffrage de la PSE sera donc considérée comme irrégulière et rejetée. L'ONF procédera alors à deux analyses : l'une prenant en compte la PSE, l'autre sans sa prise en compte. L'ONF décidera de lever ou non la PSE.

2.3 Variantes

La présente consultation ne prévoit pas de variantes.

2.4 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres finales.

2.5 Propriété intellectuelle des solutions proposées

Au cas où il ne serait pas donné suite à la procédure, les solutions et offres finales des concurrents ne pourront être utilisées, en tout ou partie, sans accord de leur auteur.

2.6 Documents fournis aux candidats

Les documents constituant le dossier de consultation en phase « candidatures » sont :

- Le présent règlement de la consultation et son annexe 1 « Attestation sur l'honneur » ;
- Une note fonctionnelle – expression du besoin ;
- Les CMC des 3 lots.

ARTICLE 3 – RETRAIT DU DOSSIER

L'ONF informe les candidats que le dossier de consultation des entreprises est dématérialisé.

Le dossier de consultation des entreprises est gratuitement mis à disposition par téléchargement sur le site

Internet : www.marches-publics.gouv.fr

L'ONF attire l'attention des candidats sur le fait qu'il est de leur responsabilité de déclarer des coordonnées valides. Les adresses électroniques indiquées pour le téléchargement seront les seules adresses utilisées pour informer les candidats des éventuelles modifications et transmettre les compléments d'information lors de la consultation.

Pour les candidats qui téléchargeraient les dossiers de consultation sans authentification ou si l'adresse communiquée est erronée, il est de leur responsabilité de consulter régulièrement le dossier disponible sur le profil acheteur pour vérifier si des modifications ont été apportées au dossier ou si des questions et des réponses ont été publiées.

4.1 Pièces à produire et modalités de présentation

Le candidat devra fournir un dossier complet, lisible et en français, comprenant les pièces énoncées infra.

Les candidats désignent, dans les documents transmis, la personne habilitée à les représenter. Le ou les signataires doivent être habilités à engager l'entreprise.

Les candidats doivent fournir un dossier de candidature comprenant les pièces justificatives suivantes :

- La Lettre de candidature signée - Habilitation du mandataire par ses cotraitants (formulaire DC 1 ou équivalent) ;
- La Déclaration signée du candidat individuel ou du membre du groupement (formulaire DC 2 ou équivalent) ;

A ces deux formulaires (DC 1 et DC 2), le candidat peut substituer le e-DUME (Document Unique de Marché Européen au format électronique).

- Si le candidat fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ou d'une procédure étrangère équivalente, la copie des jugements ;
- Si certaines prestations sont sous-traitées, le candidat doit présenter son sous-traitant (formulaire DC4 ou équivalent).

Nota : les formulaires DC1, DC2, DC4 sont disponibles à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/marches-publics> – rubrique marchés publics ou

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

- Les candidats fournissent également un dossier de présentation comprenant pour chaque lot :

1) **Présentation, qualification et références du candidat**

- Une présentation de l'organisation et la motivation du/des candidat(s) ;
- Les dispositifs et mesures internes pour la fourniture et le service : présentation des méthodes standards qui s'appliquent à l'ensemble des collaborateurs de la société candidate, pour ce qui concerne en particulier la conduite de projet et le suivi des équipes ;
- Les certificats et qualifications professionnelles établis par des organismes indépendants. L'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres états membres.

2) **La présentation des capacités techniques et professionnelles**

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de prestations de même nature ;
- Références de projets équivalents et retour d'expérience en rapport et proportionnées avec l'objet du marché (2 références minimum) avec les informations suivantes :
 - ✓ Secteur d'activité du client et précision de son statut public ou privé,
 - ✓ Description succincte de l'objet et des attentes du client : type de prestations fournies,

- ✓ Description de la méthodologie mise en œuvre et de l'équipe dédiée, personne pouvant être contactée (chef de projet par exemple),
- ✓ Volume du projet : taille de l'équipe (prestataires et client), montant, durée.

Les références de projets réalisés, doivent être en rapport et proportionnées avec l'objet du présent marché : montant, la date et les coordonnées du destinataire public ou privé, ou tout autre document permettant de démontrer la compétence du candidat pour l'exécution des prestations, objets de la consultation.

- Capacité technique à couvrir un périmètre fonctionnel.

3) **La présentation des garanties financières**

- Le candidat communiquera son chiffre d'affaires global calculé sur la moyenne des 3 dernières années, en France selon un CA minimal par lot défini au CMT;
- Il présentera la part du CA sur des prestations similaires à l'objet du marché.

Sont écartés les candidats dont la candidature a été jugée irrecevable au sens de l'article 2144-7 du code de la commande publique ou dont les capacités techniques, professionnelles et financières ont été jugées insuffisantes.

Les offres non-conformes ne respectant pas les exigences minimales (exemple montant du CA), seront considérées comme irrégulières et donc éliminées.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'ils doivent informer sans délai l'acheteur de tout changement de situation, au cours de la procédure de passation ainsi d'ailleurs qu'au cours de l'exécution du marché, qui les placerait dans un des cas d'interdiction de soumissionner ayant pour effet de les exclure d'un marché public.

Nota : Le candidat peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existants (co-traitance ou sous - traitance) entre ces opérateurs et lui.

Les pièces suivantes devront être fournies :

a). Production pour chacun de ces opérateurs des mêmes documents qui sont exigés du candidat par l'ONF pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières (DC2 dûment complété ou équivalent),

b.) Production d'un engagement écrit de chacun de ces opérateurs justifiant que le candidat dispose de leurs capacités pour l'exécution du marché.

4.2 Critères de sélection et de jugement des candidatures

Le pouvoir adjudicateur sélectionnera les candidats admis à participer à la phase « offres » sur la base des critères suivants :

Lot 1 : Centre d'appels multi-activités

Libellé	Poids
<p>Critère 1 : Capacité technique et professionnelle (sur 100 points)</p> <p>Les sous-critères d'analyse sont :</p> <p>➤ <u>Moyens humains</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le candidat présentera les effectifs moyens annuels et l'importance du personnel 	80%

<p>d'encadrement pendant les trois dernières années, avec la mise en exergue de l'effectif et l'encadrement dédié à des activités de centre d'appels multi activités - 25 points</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'indication des techniciens ou des organismes techniques, qu'ils soient ou non intégrés au candidat, en particulier de ceux qui sont responsables du contrôle de la qualité - 5 points <p>➤ <u>Références professionnelles appréciées selon :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Une liste des principales références fournies au cours des trois dernières années indiquant : <ul style="list-style-type: none"> - Le montant, - La date et le destinataire public ou privé, - Les compétences/certifications sur l'outil ITSM Easyvista, sa capacité à analyser rapidement des incidents non documentés et à proposer des solutions efficaces dans le cadre des références professionnelles présentées, - Le type d'applications ou périmètres gérés (technologie...) et le volume de tickets traités, et la répartition par niveau et taux de résolution associée - Equipe dédiée ou mutualisée avec d'autres clients : si mutualisée précisez le nombre de clients mutualisés. - Un point de contact téléphonique. - 50 points <p>➤ <u>Moyens techniques :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public et notamment les Outils logiciels et environnement de centre d'appels. - 15 points <p>➤ L'indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du marché public. - 5 points</p>	
<p>Critère 2 : Capacités financières (sur 100 points)</p> <p>Les sous-critères d'analyse sont :</p> <p>➤ Chiffre d'affaires global des candidats calculé sur la moyenne des 3 dernières années, en France (moyenne obtenue supérieure à 1 000 000 euros) - 70 points selon la répartition suivante : Chiffres d'affaires minimal moyen requis : 1 000 000 € HT 1 : supérieur à 1 000 000 jusqu'à 1 500 000 euros 2 : supérieur à 1 500 000 jusqu'à 2 500 000 euros 3 : supérieur à 2 500 000 jusqu'à 3 500 000 euros 4 : supérieur à 3 500 000 euros</p> <p>➤ Part du CA sur des prestations similaires à l'objet du marché - 30 points selon la répartition suivante : 1 : de 0 à 25% 2 : de 25 à 50% 3 : de 50 à 75% 4 : supérieur à 75%</p>	20%

Lot 2 : Supervision, Exploitation et Administration

Libellé	Poids
<p>Critère 1 : Capacité technique et professionnelle (sur 100 points)</p> <p>Les sous-critères d'analyse sont :</p> <p>➤ <u>Moyens humains :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Le candidat présentera les effectifs moyens annuels et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années, avec la mise en exergue de l'effectif et l'encadrement dédié à des activités de supervision, d'exploitation et d'administration du système d'information (infrastructures systèmes réseaux sécurité) - 25 points 	80%

<ul style="list-style-type: none"> • L'indication des techniciens ou des organismes techniques, qu'ils soient ou non intégrés au candidat, en particulier de ceux qui sont responsables du contrôle de la qualité - 5 points <p>➤ <u>Références professionnelles appréciées selon :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Une liste des principales références fournies au cours des trois dernières années indiquant : <ul style="list-style-type: none"> - Le montant, - La date et le destinataire public ou privé, - Les compétences/certifications sur l'outil ITSM Easyvista, sa capacité à analyser rapidement des incidents non documentés et à proposer des solutions efficaces dans le cadre des références professionnelles présentées, - Le type de supervision effectuée (volume, niveau de support et type de réponse apportée suite aux différentes de la supervision), - Equipe dédiée ou mutualisée avec d'autres clients : si mutualisée précisez le nombre de clients mutualisés. - Un point de contact téléphonique. - 50 points <p>➤ <u>Moyens techniques :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public et notamment les Outils logiciels et environnement de supervision : présenter les outils et techniques utilisés par les équipes pour diagnostiquer et résoudre des incidents simples ET complexes sur les infrastructures techniques. - 15 points <p>➤ L'indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du marché public. - 5 points</p>	
<p><u>Critère 2 : Capacités financières</u> (sur 100 points)</p> <p>Les sous-critères d'analyse sont :</p> <p>➤ Chiffre d'affaires global des candidats calculé sur la moyenne des 3 dernières années, en France (moyenne obtenue supérieure à 1 500 000 euros) - 70 points selon la répartition suivante :</p> <p>Chiffre minimal moyen requis : 1 500 000 € HT</p> <p>1 : supérieur à 1 500 000 jusqu'à 2 000 000 euros</p> <p>2 : supérieur à 2 000 000 jusqu'à 3 000 000 euros</p> <p>3 : supérieur à 3 000 000 jusqu'à 4 000 000 euros</p> <p>4 : supérieur à 4 000 000 euros</p> <p>➤ Part du CA sur des prestations similaires à l'objet du marché - 30 points selon la répartition suivante :</p> <p>1 : de 0 à 25%</p> <p>2 : de 25 à 50%</p> <p>3 : de 50 à 75%</p> <p>4 : supérieur à 75%</p>	20%

Lot 3 : Contrôle qualité

Libellé	Poids
<p>Critère 1 : Capacité technique et professionnelle (sur 100 points)</p> <p>Les sous-critères d'analyse sont :</p> <p>➤ <u>Moyens humains :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Le candidat présentera les effectifs moyens annuels et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années, avec la mise en exergue de l'effectif et l'encadrement dédié à des activités de contrôle qualité - 25 points 	80%

<ul style="list-style-type: none"> • L'indication des techniciens ou des organismes techniques, qu'ils soient ou non intégrés au candidat, en particulier de ceux qui sont responsables du contrôle de la qualité - 5 points <p>➤ <u>Références professionnelles appréciées selon :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Une liste des principales références fournies au cours des trois dernières années indiquant : <ul style="list-style-type: none"> - Le montant, - La date et le destinataire public ou privé, - Les compétences/certifications à analyser la qualité des prestations définies sur les lots 1 et 2, à contrôler et à piloter les activités des lots 1-2 dans le cadre des références professionnelles présentées, - Un point de contact téléphonique. - 50 points <p>➤ <u>Moyens techniques :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public et notamment les Outils logiciels et environnement de supervision : présenter les outils et techniques utilisés par les équipes pour diagnostiquer et résoudre des incidents simples ET complexes sur les infrastructures techniques. - 15 points <p>➤ L'indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du marché public. - 5 points</p>	
<p><u>Critère 2 : Capacités financières</u> (sur 100 points)</p> <p>Les sous-critères d'analyse sont :</p> <p>➤ Chiffre d'affaires global des candidats calculé sur la moyenne des 3 dernières années, en France (moyenne obtenue supérieure à 300 000 euros) - 70 points selon la répartition suivante : Chiffre d'affaires minimal moyen requis: 300 000 € HT 1 : supérieur à 300 000 jusqu'à 400 000 euros 2 : supérieur à 400 000 jusqu'à 500 000 euros 3 : supérieur à 500 000 jusqu' à 600 000 euros 4 : supérieur à 700 000 euros</p> <p>➤ Part du CA sur des prestations similaires à l'objet du marché - 30 points selon la répartition suivante : 1 : de 0 à 25% 2 : de 25 à 50% 3 : de 50 à 75% 4 : supérieur à 75%</p>	20%

À l'issue de l'analyse des candidatures, l'ONF effectuera un classement des candidats. Les 5 candidats les mieux classés seront admis à participer à la procédure.

ARTICLE 5 – DEROULEMENT DE L'APPEL D'OFFRES RESTREINT

5.1 Modalités de la procédure

L'appel d'offres restreint est décomposé en deux phases distinctes :

- 1. une phase « candidatures » au terme de laquelle le Pouvoir adjudicateur désigne les candidats admis à présenter une offre ;
- 2. une phase « offre », où seuls les candidats sélectionnés par l'ONF sont autorisés à soumissionner.

La procédure se déroulera sur la base des besoins et exigences du pouvoir adjudicateur tels que définis dans les documents techniques de la consultation.

Cette procédure ne permet pas à l'ONF de négocier avec les soumissionnaires. Il est seulement possible de demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre.

5.2 Langue française

L'ensemble de la procédure se déroulera en langue française.

Les documents écrits, pièces graphiques, plans et offres devront être rédigés en langue française.

Si les documents fournis par un candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils devront être accompagnés d'une traduction en français.

5.3 Echanges avec les candidats

Pendant toute la procédure de passation, et quel que soit le mode de dépôt des candidatures ou des offres, les communications du pouvoir adjudicateur aux candidats (demande de compléments de pièces de candidature, demande de production de pièces administratives... sont uniquement envoyées par la plateforme de dématérialisation Place.

Les communications sont envoyées à l'adresse mail fournie par le candidat sur le profil acheteur.

ARTICLE 6 – CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES CANDIDATURES

6.1 Modalités de présentation des dossiers

Tous les documents à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Tous les courriers adressés à l'ONF doivent également être rédigés en français.

Les candidats doivent présenter leur dossier dans les conditions décrites ci-dessous sous peine d'être écartés.

6.2 Modalités de présentation des candidatures

Les dossiers des candidats seront transmis par voie électronique sur la plateforme à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Nota : Si le candidat envoie plusieurs propositions, seule la dernière arrivée dans le délai imparti est prise en compte par le pouvoir adjudicateur.

6.3 Date limite de réception des plis

Les candidatures devront être remises ou parvenues à destination au plus tard à la date et l'heure limites mentionnées sur la page de garde du présent règlement.

ARTICLE 87– VERIFICATION DE LA SITUATION DES CANDIDATS - ATTRIBUTION DU MARCHE

Les candidats admis à participer à la phase « offres » produiront dans un délai de 8 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur :

→ Les pièces visées à l'article 51 du décret à savoir notamment :

- Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents ;

- Les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254.2 à D.8254-5 du code du travail ;
- Un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait Kbis, un extrait D1 ou un document équivalent ;
- Un certificat attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, délivré par l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés ;
- Le jugement de redressement judiciaire le cas échéant.

Selon les pièces déjà transmises par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché et toujours en cours de validité, l'acheteur ne sollicitera le candidat que pour les pièces manquantes.

Si le candidat a présenté des sous-traitants dans son offre, il devra, dans le même délai, produire ces mêmes pièces relatives à chacun des sous-traitants.

S'agissant d'une procédure restreinte, les pièces visées ci-dessus sont exigées à l'issue de la phase « candidatures » et non à l'attribution du marché.

→ L'attestation d'assurance responsabilité civile décennale.

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Si l'attribution a lieu l'année suivant celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis l'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle, celle-ci sera à remettre dans le même délai.

Pour la production des pièces demandées au candidat attributaire, celui-ci pourra se prévaloir des modalités particulières d'accès aux documents éventuellement définies à l'article « présentation des candidatures », en transmettant, dans le délai défini pour la transmission de ces pièces, les informations correspondantes.

A défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

ANNEXE 1 AU RC

DECLARATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné _____, agissant en qualité de _____
_____, **déclare sur l'honneur** que l'entreprise _____
_____ (nom et adresse) inscrite au registre du commerce et/ou registre des
métiers sous le numéro _____,

- n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés à l'article 45 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et en conséquence :
- n'a pas fait l'objet d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues :
 - aux articles [222-34 à 222-40](#), [313-1](#), [313-3](#), [314-1](#), [324-1](#), [324-5](#), [324-6](#), [421-1 à 421-2-4](#), [421-5](#), [432-10](#), [432-11](#), [432-12 à 432-16](#), [433-1](#), [433-2](#), [434-9](#), [434-9-1](#), [435-3](#), [435-4](#), [435-9](#), [435-10](#), [441-1 à 441-7](#), [441-9](#), [445-1 à 445-2-1](#) ou [450-1](#) du code pénal,
 - aux articles [1741 à 1743](#), [1746](#) ou [1747](#) du code général des impôts,
 - aux articles [225-4-1](#) et [225-4-7](#) du code pénal,
 - ou pour recel de telles infractions,
 - ainsi que pour les infractions équivalentes prévues par la législation d'un autre État membre de l'Union européenne,
- a souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale ou sociale et a acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles dont la liste est fixée par voie réglementaire ;
- n'est pas en état de liquidation judiciaire au sens de l'article L.640-1 du Code du commerce ou de faillite personnelle ou d'une interdiction de gérer au sens des articles L. 653-1 à L. 653-8 ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- n'est pas en état de redressement judiciaire au sens de l'article L.631-1 du code de commerce ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ou justifie d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché ;
- n'a pas été sanctionnée pour méconnaissance des obligations prévues aux articles [L. 8221-1](#), [L. 8221-3](#), [L. 8221-5](#), [L. 8231-1](#), [L. 8241-1](#), [L. 8251-1](#) et [L. 8251-2](#) du code du travail ou condamnée au titre de l'article L. 1146-1 du même code ou de l'[article 225-1 du code pénal](#) ;
- a, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la procédure de passation du marché public, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail ;
- n'a pas été condamnée au titre du [5° de l'article 131-39 du code pénal](#) ou, en cas de personne physique, n'a pas été condamnée à une peine d'exclusion des marchés publics ;
- ne fait pas l'objet d'une mesure d'exclusion des contrats administratifs en vertu d'une décision administrative prise en application de l'article L.8272-4 du code du travail ;
- est en règle au regard des articles [L. 5212-1](#) à [L. 5212-11](#) du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés à l'article 48 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015.

Fait à _____ le _____